



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.872/2/V
du 31 août 2016

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 18 juillet 2013 portant le
volet réglementaire du Plan
régional de politique du
stationnement'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.872/2/V
van 31 augustus 2016

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
18 juli 2013 houdende het
reglementaire luik van het
Gewestelijk
Parkeerbeleidsplan'

Le 19 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 2 septembre 2016, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 31 août 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 août 2016.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 19 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 2 september 2016, een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het réglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 31 augustus 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 augustus 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet examiné trouve son fondement légal dans les articles 10 et 11 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Comme le rappelle expressément l'article 12 de cette ordonnance « [l]a procédure visée aux articles 10 et 11 est applicable à toute modification apportée par le Gouvernement au plan régional de politique du stationnement ».

Il revient donc au Gouvernement de mettre en œuvre les différentes procédures de consultation prévues par l'article 10 de l'ordonnance et de compléter le préambule du projet par la mention de leur accomplissement. Si celui-ci devait conduire à modifier le projet, ce dernier devrait, en outre, être à nouveau soumis à la section de législation du Conseil d'État.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de mentionner, au titre de fondement légal du projet, les articles 10 et 11 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'.
2. Les alinéas 2 et 4, qui mentionnent l'un, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 'fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés', et l'autre, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 'relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation', doivent être omis. En effet, ces deux arrêtés ne sont, en effet, pas modifiés par le projet.
3. Par contre, il convient, d'insérer dans le préambule un alinéa consacré au visa de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 2016 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés', dont l'article 16 du projet abroge les articles 29 et 30.
4. À l'alinéa 5, il y a lieu de mieux identifier le test genre en en mentionnant la date.

5. Il convient également d'insérer dans le préambule un alinéa consacré au visa de l'avis de la section de législation du Conseil d'État.
6. La mention du ministre proposant fait défaut, elle remplacera les crochets ¹.
7. La mention de la délibération collégiale fait défaut ².
8. Dans la formule introductive du dispositif, il y a lieu d'écrire « Arrête » ³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

À l'article 1^{er}, il y a lieu d'écrire :

« Dans l'article 2, alinéa 2, 3^e tiret, [la suite comme au projet] ».

Article 2

La nouvelle définition de la notion de « secteur de stationnement et maille », qui figure à l'article 7, 4^o, en projet, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 'portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement' (article 2, 1^o, du projet examiné) n'apporte aucune explication sur l'ajout de la notion de « maille ». Cette dernière trouve, par contre, un essai de définition à l'article 1^{er}, 2^o, du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation', sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 59.873/2/V, disposition ainsi rédigée :

« 2^o le 5^o est remplacé par ce qui suit : «Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différent(e)s mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter ».

Il convient soit de donner une définition identique de cette notion dans les deux arrêtés en projet et de compléter la disposition examinée afin d'y expliciter le sens de la notion de « maille », ainsi que celle de « secteur de stationnement fixe », soit, de préférence, de renvoyer aux définitions de ces notions données dans l'autre projet d'arrêté du Gouvernement.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 41 et formule F 3-8-2.

² *Ibid.*, formules F 3-9-2 et F 8.

³ *Ibid.*, formules F 3-10-2 et F 8.

À cet égard, il est également renvoyé aux observations formulées dans l'avis 59.873/2/V, donné ce jour.

Article 8

À l'article 33, 2°, en projet, il y a lieu d'écrire dans la version française « au cours et en dehors de l'utilisation du véhicule », comme dans le texte néerlandais.

Article 9

À l'article 9 du projet, les mots « le troisième tiret » doivent être remplacés par « l'alinéa 2 ».

Article 13

1. Le membre de phrase liminaire de l'article 13 du projet doit être revu, ce dernier ne tendant pas à remplacer l'article 83 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013, mais à y apporter deux modifications.
2. La modification apportée par l'article 13, 2°, dans sa version française du projet, doit être rédigée dans une langue correcte.

Article 14

1. Il y a lieu de veiller à la concordance entre les deux versions du texte.
2. La structure de la disposition sera revue car sa rédaction est peu claire.

Article 16

À l'article 16 du projet, les mots « Les 29 à 30 » doivent être remplacés par « Les articles 29 et 30 » puisqu'il n'y a pas de disposition insérée entre ces deux articles.

OBSERVATIONS FINALES

1. Le projet examiné ne comporte pas de disposition fixant sa date d'entrée en vigueur. Celui-ci entrera donc en vigueur le dixième jour après celui de sa publication ⁴.

⁴ Loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', article 39, alinéa 3.

L'auteur du projet veillera à coordonner les dates d'entrée en vigueur du projet examiné et de celui de l'avis 59.873/2/V, laquelle doit elle-même être coordonnée avec celle des chapitres I et II de l'ordonnance du 20 juillet 2016 'portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière'.

Il est renvoyé à cet égard à l'observation formulée dans l'avis 59.873/2/V, donné ce jour.

2. La qualité rédactionnelle de ce projet laisse grandement à désirer ; il est recommandé à l'auteur du texte de le relire soigneusement ⁵.

*

⁵ Voir notamment, dans le texte français, à l'article 14 du projet le genre du substantif « maille » qui est féminin.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het voorliggende ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 10 en 11 van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’.

Zoals uitdrukkelijk vermeld in artikel 12 van die ordonnantie, “[is de] procedure bedoeld in artikelen 10 en 11 van toepassing op elke wijziging die de Regering aan het gewestelijk parkeerbeleidsplan aanbrengt”.

De Regering moet er dus voor zorgen dat de verschillende raadplegingsprocedures waarvan sprake in artikel 10 van de ordonnantie worden uitgevoerd en dat de aanhef van het ontwerp wordt aangevuld met de vermelding dat eraan voldaan is. Mocht het ontwerp naar aanleiding daarvan worden gewijzigd, dan zou het bovendien opnieuw moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid moeten de artikelen 10 en 11 van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’ als rechtsgrond van het ontwerp worden vermeld.

2. Het tweede en het vierde lid, waarin respectievelijk verwezen wordt naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 ‘houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen’, en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 ‘betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten’, moeten worden weggelaten omdat die twee besluiten niet bij het ontwerp worden gewijzigd.

3. Daarentegen moet in de aanhef een nieuw lid worden ingevoegd dat verwijst naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 april 2016 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen’ waarvan de artikelen 29 en 30 bij artikel 16 van het ontwerp worden opgeheven.

4. In het vijfde lid dient de gendertest nauwkeuriger te worden bepaald door de datum ervan te vermelden.
5. Voorts moet in de aanhef nog een lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.
6. De vermelding van de minister die het besluit voordraagt, ontbreekt. Die vermelding moet in de plaats van de haakjes komen.¹
7. De vermelding van de collegiale beraadslaging ontbreekt.²
8. In de Franse tekst van de inleiding van het dispositief dient “Arrête” te worden geschreven.³

DISPOSITIEF

Artikel 1

In artikel 1 schrijve men:

“In artikel 2, tweede lid, derde streepje, (voorts zoals in het ontwerp).”

Artikel 2

De nieuwe definitie van het begrip “parkeersector en deelsector” die wordt opgenomen in het ontworpen artikel 7, 4°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 ‘houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan’ (artikel 2, 1°, van het voorliggende ontwerp) verschaft geen enkele uitleg over de toevoeging van het begrip “deelsector”. Van dat begrip is daarentegen in artikel 1, 2°, van het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten’, waarover de afdeling Wetgeving heden advies 59.873/2/V heeft verstrekt, de onderstaande poging tot definiëring te vinden:

“2° de bepaling onder 5° wordt vervangen als volgt: ‘Parkeersector en deelsector: de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaarten geldig zijn. Iedere Parkeersector bestaat uit meerdere deelsectoren tenzij de Gemeenteraad beslist om toepassing te maken van vaste parkeersectoren overeenkomstig artikel 46ter;”

Ofwel moet in de twee ontwerpbesluiten eenzelfde definitie van dat begrip worden gegeven en moet de voorliggende bepaling worden aangevuld met de nadere invulling van de

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 41 en formule F 3-8-2.

² *Ibid.*, formules F 3-9-2 en F 8.

³ *Ibid.*, formules F 3-10-2 en F 8.

begrippen “deelsector” en “vaste parkeersector”, ofwel - en dit verdient de voorkeur - moet worden verwezen naar de definities van die begrippen in het andere ontwerpbesluit van de Regering.

In dat verband wordt ook verwezen naar de opmerkingen die gemaakt worden in advies 59.873/2/V dat heden is verstrekt.

Artikel 8

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 33, 2° moet, overeenkomstig de Nederlandse tekst, “au cours et en dehors de l'utilisation du véhicule” worden geschreven.

Artikel 9

In artikel 9 van het ontwerp moeten de woorden “derde streepje” worden vervangen door de woorden “tweede lid”.

Artikel 13

1. De Franse tekst van het inleidende zinsdeel van artikel 13 van het ontwerp moet worden herzien, aangezien dat artikel niet strekt tot het vervangen van artikel 83 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013, maar tot het aanbrengen van twee wijzigingen in dat artikel.

2. De wijziging die in de Franse tekst van het ontwerp wordt aangebracht bij artikel 13, 2°, moet worden herschreven met het oog op een correct taalgebruik.

Artikel 14

1. Er moet op toegezien worden dat beide taalversies overeenstemmen.

2. De structuur van de bepaling moet worden herzien, aangezien deze onduidelijk is gesteld.

Artikel 16

In artikel 16 van het ontwerp moeten de woorden “29 tot 30” worden vervangen door de woorden “29 en 30” aangezien er tussen die twee artikelen geen andere bepaling staat.

SLOTOPMERKINGEN

1. Het voorliggende ontwerp bevat geen bepaling die de datum van inwerkingtreding ervan vaststelt. Het treedt dus in werking de tiende dag na die waarop het is bekendgemaakt.⁴

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de datums van inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp en van het ontwerp van advies 59.873/2/V op elkaar afgestemd worden en dat de datum van inwerkingtreding van dat laatste ontwerp op zijn beurt afgestemd wordt op de datum van inwerkingtreding van de hoofdstukken I en II van de ordonnantie van 20 juli 2016 ‘tot wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeersteken’.

In dat verband wordt verwezen naar de opmerking in advies 59.873/2/V, dat heden is gegeven.

2. De redactie van dit ontwerp laat wel te wensen over. De steller van het ontwerp zou er goed aan doen om de tekst zorgvuldig te herlezen.⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre LIÉNARDY

⁴ Bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, artikel 39, derde lid.

⁵ Zie inzonderheid in de Franse tekst van artikel 14 van het ontwerp waren het genus van het substantief “maille” vrouwelijk moet zijn.